Procès-verbal de la Municipalité
de Saint-Ignace-de-Loyola

Initiales du Maire

105

Initiales du secrétaire

5 octobre 2010

Procès-verbal de la session ordinaire du Conseil de Saint-Ignace-de-Loyola, tenue le 5 octobre 2010 à 20:00 heures à l'endroit ordinaire du Conseil, à laquelle sont présents :

M. Jean-Luc Barthe, maire.
Dames Sylvie Boucher et Nathalie Ross, conseillères.
MM. Pierre-Luc Guertin, Christian Valois, Daniel Valois et Philippe Bettinger, conseillers.

Formant le quorum, le maire ouvre la session et M. Christian Valois fait la prière d'usage.

2010-182

Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Philippe Bettinger et secondé par Christian Valois et résolu unanimement que l'ordre du jour est adopté avec les ajouts suivants :

- Remerciement stagiaire;
- Formation sur les contrats municipaux;
- Achat de logiciel Office;
- Adhésion Chambre de commerce;
- Facture Stéphane Généreux;
- Rencontre Sûreté du Québec;
- Demande – Relais de la vie.

2010-183

Période de questions portant sur l'ordre du jour

Aucune question sur l'ordre du jour.

2010-184

Adoption du procès-verbal du 7 septembre 2010

Il est proposé par Pierre-Luc Guertin et secondé par Daniel Valois et résolu unanimement que le procès-verbal du 7 septembre 2010 est adopté sans amendement.

2010-185

Comptes à payer liste 2010-10

Il est proposé par Nathalie Ross et secondé par Christian Valois et résolu unanimement que les comptes figurant sur la liste 2010-10 au montant de 46 040,48\$ sont adoptés et que le secrétaire-trésorier est autorisé à payer ces comptes.

2010-186

Dépenses incompressibles – Septembre 2010

Il est proposé par Pierre-Luc Guertin et secondé par Sylvie Boucher et résolu unanimement que le rapport des dépenses incompressibles pour le mois de septembre 2010 au montant de 54 893,38\$ est adopté sans amendement.

2010-187

Adoption du règlement numéro 417-2010 (Étalage extérieur)

Projet de règlement amendant le règlement de zonage numéro 237 de la municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola.

CONSIDÉRANT QUE le conseil de la Municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola désire amender le règlement numéro 237;

CONSIDÉRANT QU'avis de motion du présent règlement a été régulièrement donné à la session du 3 août 2010;

CONSIDÉRANT QU'il y a motif à établir certaines normes d'étalage extérieur dans la partie commerciale de la municipalité;

CONSIDÉRANT les pouvoirs conférés par la Loi de l'Aménagement et l'Urbanisme;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Christian Valois,

APPUYÉ PAR Daniel Valois, et résolu que le règlement portant le numéro 417-2010 soit adopté, pour valoir à toutes fins que de droit, et ledit conseil ordonne, statue et décrète ce qui suit :

ARTICLE 1 : Le préambule du présent projet de règlement en fait partie intégrante pour valoir à toutes fins que de droit.

ARTICLE 2 : Le but du présent règlement est d'amender le règlement de zonage numéro 237 afin de normaliser l'étalage dans la zone commerciale CA-1.

ARTICLE 3 : Le règlement de zonage numéro 237 est modifié par l'ajout des articles suivants applicables à la zone CA-1.

« 9.5.6 NORMES D'ÉTALAGE APPLICABLES AUX COMMERCES

L'étalage extérieur est prohibé sauf pour les usages suivants :

- Pépinière
- Centre de jardin
- Fleuriste
- Commerce de détail spécialisé dans la vente de fruits et légumes
- Commerce d'articles de parterre
- Épicerie
- Station-service et/ou poste de ravitaillement
- Commerce de détail de bois et de matériaux de construction

9.5.6.1 SUPERFICIE D'ÉTALAGE MAXIMALE

L'étalage permis pour les usages mentionnés à l'article 9.5.6 est autorisé en cour avant seulement et d'une superficie maximale de 16 m² sauf pour les marchés de produits agricoles et autres produits de vente de détail qui doivent être approuvés par résolution du conseil.

ARTICLE 4 : Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

2010-188

Lettre d'entente – services aux sinistrés (Croix-Rouge)

Attendu que la municipalité a pris connaissance du projet de lettre d'entente *services aux sinistrés* à intervenir entre la municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola et la Société canadienne de la Croix-rouge;

En conséquence, il est proposé par Philippe Bettinger et secondé par Pierre-Luc Guertin et résolu unanimement que la municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola accepte ladite entente pour une période de trois (3) ans et s'engage à verser un montant de 0,13\$ per capita pour 2011, 0,14\$ per capita pour 2012 et 0,15\$ per capita pour 2013 et également résolu que le Maire et le secrétaire-trésorier/directeur général sont autorisés à signer les documents pour et au nom de la municipalité.

2010-189

Budget de la Régie Inter-municipale de Berthier

Il est proposé par Sylvie Boucher et secondé par Nathalie Ross et résolu unanimement que la municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola adopte le budget présenté par la Régie Inter-municipale de Berthier au montant de quote-part de 750 496,00\$ et dont la quote-part de la municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola est de 160 380,45\$ qui représente 21.37% du budget.

2010-190

Ministère de la Justice-Officiant compétent à célébrer les mariages

Attendu le projet de loi numéro 84, loi instituant l'union civile et établissant de nouvelles règles de filiation sanctionnée le 8 juin 2002;

Attendu que ce projet de loi permet de demander au Ministre de la Justice que soient désignés compétents pour célébrer des mariages et des unions civiles les maires, les membres de conseils municipaux ou de conseils d'arrondissements et les fonctionnaires municipaux;

En conséquence, il est proposé par Daniel Valois et secondé par Christian Valois et résolu unanimement que la Municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola demande au Ministre de la Justice de désigner le maire monsieur Jean-Luc Barthe qui avait déjà été désigné comme conseiller municipal en 2004 et révoqué en 2006, suite à l'élection de 2005 sous le numéro 16463, célébrant compétent pour célébrer des mariages ou des unions civiles sur le territoire de la Municipalité. Également résolu de demander au Ministre de la justice de désigner Messieurs Pierre-Luc Guertin et Philippe Bettinger, conseillers et Dame Nathalie Ross, conseillère, célébrants(e) compétents(e) pour célébrer des mariages ou des unions civiles sur le territoire de la municipalité.

2010-191

Formation, maire et directeur général

Il est proposé par Philippe Bettinger et secondé par Pierre-Luc Guertin et résolu unanimement d'autoriser le maire et le directeur général à suivre une formation sur la nécessité d'un travail d'équipe du maire et du directeur général à Saint-Jean-de-Matha le 20 novembre 2010, au coût de 428,93\$ taxes incluses pour les deux inscriptions, les autres frais seront remboursés sur présentations de pièces justificatives.

2010-192

Le sort du nucléaire au Québec

CONSIDÉRANT que les différentes étapes menant à la production de l'énergie électronucléaire, ainsi que la gestion des déchets radioactifs que celle-ci génère, comportent des risques ayant des conséquences irrémédiables sur les écosystèmes naturels et sur la santé des humains;

CONSIDÉRANT que l'exploration, l'exploitation et l'enrichissement de l'uranium représentent une sérieuse menace pour les écosystèmes, les nappes phréatiques, la santé des populations et conduit à la prolifération des armes nucléaires;

CONSIDÉRANT que l'uranium n'est pas une ressource renouvelable et que ce combustible se transforme, dans les réacteurs comme celui de Gentilly-2, en déchets nucléaires hautement radioactifs qui doivent être isolés de l'environnement et des humains pendant des centaines de milliers d'années;

CONSIDÉRANT que les dérivés de l'uranium produits par les réacteurs nucléaires facilitent la fabrication d'armes nucléaires et que la prolifération de ces armes dans le monde fait planer une menace permanente sur des millions d'êtres humains;

CONSIDÉRANT qu'un accident ou une attaque terroriste à Gentilly-2 pourrait mener à une fusion du cœur du réacteur et/ou à un déversement de déchets radioactifs, ce qui rendrait inhabitable pour des décennies une partie importante du territoire du Québec et en ruinerait l'économie;

CONSIDÉRANT que la poursuite de la production d'électricité à G-2 ajouterait chaque année une centaine de tonnes de déchets hautement radioactifs aux 2 500 tonnes actuellement entreposées sur le site alors qu'aucun pays n'a, à ce jour, trouvé de solution durable pour en assurer la gestion;

CONSIDÉRANT que la Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN) identifie le Nouveau-Brunswick, le Québec, l'Ontario et la Saskatchewan

comme des provinces bénéficiant du nucléaire, donc lieux potentiels pour recevoir les déchets radioactifs du combustible irradié de toutes les centrales nucléaires canadiennes en un seul site permanent; et que la SGDN sollicite toute municipalité québécoise désireuse de recevoir les dits déchets radioactifs sur son territoire, de lui soumettre sa candidature;

CONSIDÉRANT le fait que le Canada, premier exportateur mondial d'uranium et membre du Global Nuclear Energy Partnership avec ses partenaires australiens, russes, américains et français, a participé à des discussions internationales où l'éventualité que les pays exportateurs d'uranium puissent être contraints de s'engager à rapatrier les déchets radioactifs de leurs clients;

CONSIDÉRANT qu'une motion visant à interdire en territoire québécois l'enfouissement permanent des déchets radioactifs provenant de l'extérieur du Québec a été entérinée à l'unanimité par l'Assemblée nationale du Québec le 30 octobre 2008; (1)

CONSIDÉRANT que les coûts de réfection des réacteurs nucléaires aux États-Unis comme en Ontario ont largement dépassé les prévisions; que les retards considérables accumulés et les déboires financiers dans lesquels s'enfoncent la Société de l'énergie du Nouveau-Brunswick et le gouvernement de cette province dans le dossier du réacteur de Pointe Lepreau confirment cette tendance; et que le coût prévu par Hydro-Québec pour la réfection de Gentilly-2 a déjà plus que doublé depuis 2002, passant de 845 millions à 1,9 milliards de dollars;

CONSIDÉRANT que le Québec est doté d'énormes ressources d'énergies douces renouvelables qui pourraient être mises en valeur à grande échelle et que nos municipalités sont dépourvues des moyens financiers qui leur permettraient de les développer sur leur territoire;

Il est proposé par : Philippe Bettinger
Et appuyé par : Daniel Valois

Que la municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola adopte la présente résolution et qu'elle engage le Gouvernement du Québec à :

- A) Renoncer à son projet actuel de reconstruction du réacteur nucléaire Gentilly-2;
- B) Favoriser le maintien des emplois à Gentilly-2 par l'acquisition de l'expertise dans le déclassement de réacteurs nucléaires; par la sécurisation complète du site en conformité avec les plus hautes normes internationales; par le monitoring de la radioactivité sur le site et sur l'ensemble du territoire québécois;
- C) Décréter l'abandon de l'électronucléaire sur le territoire du Québec, affirmant ainsi le refus du Québec d'être désigné par la SGDN comme province bénéficiant du nucléaire, et légiférer pour interdire en territoire québécois l'entreposage permanent en surface ainsi que l'enfouissement permanent des déchets radioactifs produits au Québec, au Canada ou d'ailleurs dans le monde;
- D) Décréter rapidement un moratoire sur l'exploration et l'exploitation de l'uranium sur tout le territoire du Québec, comme l'ont fait la Colombie-Britannique, la Nouvelle-Écosse et le gouvernement inuit du Labrador (celui-ci pour l'exploration), et rendre permanent ce moratoire par l'adoption d'une loi, comme vient de le faire la Nouvelle-Écosse;
- E) Transférer aux municipalités une partie des milliards de dollars prévus pour la reconstruction de G-2 et l'acquisition du réacteur nucléaire de Pointe Lepreau, afin de financer sur tout le territoire du Québec un vaste chantier de conservation de l'énergie, d'efficacité énergétique et de production de nouvelle énergie par diverses formes d'énergie douce et renouvelable qui créeront des milliers d'emplois dans toutes les régions du Québec;

Et qu'elle recommande à chacune des municipalités du Québec :

- 1) D'interdire par résolution formelle l'entreposage et l'enfouissement temporaire ou permanent des déchets radioactifs sur son territoire;

2) D'aviser le gouvernement du Québec, le gouvernement fédéral, la SGDN et Hydro-Québec de la décision de la municipalité d'interdire, sur son territoire, la gestion temporaire ou permanente des déchets nucléaires produits en territoire québécois ou à l'extérieur du Québec;

3) De recommander au gouvernement du Québec l'adoption d'une loi visant à interdire au Québec l'entreposage permanent en surface ou en sous-sol des déchets radioactifs;

4) D'insérer dans le schéma d'aménagement de la municipalité les mesures appropriées afin d'interdire l'exploration, l'exploitation et l'enrichissement de l'uranium sur son territoire.

1) Référence : motion déposée à l'Assemblée nationale par monsieur Camil Bouchard, député du P.Q. du comté de Vachon, appuyée par la ministre des Ressources naturelles et de la Faune, madame Julie Boulet, députée du PLQ du comté de Laviolette, et par monsieur Simon-Pierre Diamond, député de l'ADQ du comté de Marguerite-d'Youville, le jeudi 30 octobre 2008, laquelle motion stipulant : « Que l'Assemblée nationale demande au gouvernement d'interdire l'enfouissement sur le territoire du Québec des déchets et des combustibles irradiés en provenance de l'extérieur du Québec. »

2010-193

Rencontre d'automne 2010 Réseau biblio CQLM

Il est proposé par Christian Valois et secondé par Sylvie Boucher et résolu unanimement d'inscrire Dames Louissette Éthier, Danielle Thibault, Diane Thibault, Rita Valois et Monsieur Daniel Valois à la rencontre d'automne 2010 du réseau biblio CQLM au coût de 25,00\$ chacun qui se tiendra le 23 octobre 2010, les autres frais s'il y a lieu seront remboursés sur présentation de pièces justificatives.

2010-194

Remerciement stagiaire

Il est proposé par Nathalie Ross et secondé par Philippe Bettinger de remettre un montant de 100,00\$ à Marilynne Chevalier qui a fait un stage de 75 heures à la municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola du 20 septembre au 7 octobre 2010.

2010-195

Formation élus – Contrats municipaux

Il est proposé par Christian Valois et secondé par Sylvie Boucher et résolu unanimement d'autoriser Messieurs Philippe Bettinger et Pierre-Luc Guertin à assister à une formation sur les nouvelles façons dont les contrats municipaux sont octroyés au coût de 56,44\$ taxes incluses pour les deux participants, les autres dépenses s'il y a lieu seront remboursés sur présentation de pièces justificatives.

2010-196

Achat logiciel office

Il est proposé par Daniel Valois et secondé par Nathalie Ross et résolu unanimement de faire l'achat d'un logiciel Office pour l'ordinateur portable.

2010-197

Adhésion Chambre de commerce de Berthier/D'Autray

Il est proposé par Sylvie Boucher et secondé par Philippe Bettinger et résolu unanimement de payer notre cotisation annuelle de la Chambre de commerce du 1 octobre 2010 au 30 septembre 2010 au montant de 135,45\$ taxes incluses.

2010-198

Facture Stéphane Généreux

Il est proposé par Daniel Valois et secondé par Pierre-Luc Guertin et résolu unanimement de payer la facture au montant de 56,44\$ à Mécanique Stéphane Généreux pour réparation d'un radiateur.

2010-199

Invitation Sûreté du Québec

Il est proposé par Philippe Bettinger et secondé par Nathalie Ross et résolu unanimement de déléguer Pierre-Luc Guertin au souper organisé par la Sûreté du Québec au profit des Centres de prévention du suicide de Lanaudière au coût de 50,00\$.

2010-200

Demande Relais pour la vie

Attendu que Karine Valois ainsi que d'autres bénévoles désirent organiser une marche Relais pour la vie sur le territoire de la municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola le 28 mai 2011, en conséquence, il est proposé par Christian Valois et secondé par Pierre-Luc Guertin et résolu unanimement que la municipalité permet aux organisatrices l'utilisation du terrain des Loisirs, de l'accès aux toilettes du chalet des loisirs et celles du sous-sol de la bibliothèque.

2010-201

Levée de la session

Il est proposé par Nathalie Ross et résolu unanimement que la session soit et est levée.

Jean-Luc Barthe, Maire

Fabrice Saint-Martin, directeur général

CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ

Je, soussigné, Fabrice St-Martin, Secrétaire-trésorier, certifie sous mon serment d'office que la Municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola a les fonds nécessaires en rapport avec les résolutions numéros 2010-185, 2010-186, 2010-188, 2010-189, 2010-191, 2010-193, 2010-194, 2010-195, 2010-196, 2010-197, 2010-198 et 2010-199.

Fabrice Saint-Martin, secrétaire-trésorier & Directeur générale

Procès-verbal de la Municipalité
de Saint-Ignace-de-Loyola

Initiales du Maire

105

Initiales du secrétaire

Procès-verbal de la Municipalité
de Saint-Ignace-de-Loyola

Initiales du Maire

105

Initiales du secrétaire

Procès-verbal de la Municipalité
de Saint-Ignace-de-Loyola

Initiales du Maire

105

Initiales du secrétaire